

COMMUNE DE  
4460 GRACE-HOLLOGNE

PRESENTS :

*M. CIMINO Geoffrey, Conseiller communal-Président ;  
M. MOTTARD Maurice, Bourgmestre-Président ;  
M. DONY Manuel, M. FALCONE Salvatore, Mme CROMMELYNCK Annie, M. HERBILLON Jean-Marie,  
M. FARINELLA Luciano, Echevins ;  
Mme PIRMOLIN Vinciane, M. GIELEN Daniel, M. PONTIR Laurent, Mme HENDRICKX Viviane, M. PAQUE Didier,  
M. PATTI Pietro, Mme NAKLICKI Haline, Mme PATTI Bartolomea, ~~Mme BECKERS Jasmine~~, M. FISSETTE Michel,  
Mme MORGANTE Morena, Mme CRENIER Lindsay, M. GASPARI Thomas, M. FORNIERI Domenico,  
M. TERLICHER Laurent, Mme BELHOCINE Sandra, Mme CLABECK Sarah, Mme CARNEVALI Elodie et  
M. CROSSET Bertrand, Conseillers communaux ;  
Mme QUARANTA Angela, Présidente du C.P.A.S. ;  
M. NAPORA Stéphane, Directeur général.*

---

OBJET : REGLEMENT COMMUNAL DE TAXE SUR LES PANNEAUX PUBLICITAIRES -  
EXERCICES 2020 A 2025. (REF : FIN/20191024-1196)

**Le Conseil communal,**

Vu la Constitution, notamment les articles 41,162 et 170 ;  
Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L3321-1 à L3321-12 ;  
Vu le Code des Impôts sur les revenus du 10 avril 1992 ;  
Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;  
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;  
Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;  
Vu la circulaire du 17 mai 2019 relative, notamment, à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2020 ;  
Considérant l'atteinte à l'environnement paysager engendrée par la présence de panneaux publicitaires ;  
Considérant la nécessité de protéger, de préserver et de mettre en valeur le patrimoine architectural de la Commune ;  
Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions de service public ;  
Considérant qu'il y a dès lors lieu d'instaurer une taxe destinée à couvrir ces charges ;  
Vu la communication du présent dossier au Directeur financier faite en date du 13 septembre 2019, conformément à l'article L1124-40, § 1er, 3° et 4°, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;  
Considérant l'absence d'avis émis par le Directeur financier à la date de ce jour ;  
Sur proposition du Collège communal ;  
Par 20 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions (Mme PIRMOLIN, M. PONTIR, Mme BELHOCINE, Mme CLABECK et M. CROSSET) ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une taxe communale annuelle sur les panneaux publicitaires.

Sont visés :

- Tout panneau, ainsi que tout dispositif en quelque matériau que ce soit, destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, impression, insertion ou par tout autre procédé ;
- Tout support autre qu'un panneau (mur, vitrine, colonne, clôture, ...) employé dans le but de recevoir de la publicité ;
- Tout écran (toutes technologies confondues) diffusant des messages publicitaires ;
- Toute affiche publicitaire en métal léger ou en PVC ne nécessitant aucun support ;
- Tout support mobile, tel que remorques.

**ARTICLE 2** : La taxe est due par le propriétaire du panneau ou dispositif. Le détenteur de celui-ci étant solidairement redevable.

**ARTICLE 3** : La taxe est fixée à 0,75 € par décimètre carré ou fraction de décimètre carré de surface utilisée par la publicité. La taxe est due pour l'année entière, quelle que soit la date à laquelle le panneau a été placé.

Cependant, concernant les supports mobiles, ce taux sera réduit d'un coefficient de 1/12 par mois complet d'absence du support sur le territoire communal.

**ARTICLE 4** : Ne donne pas lieu à la perception de la taxe les panneaux et autres dispositifs érigés par les administrations publiques, les organisations à caractère d'intérêt public ou par les associations sans but lucratif.

**ARTICLE 5** : Quiconque place un nouveau panneau ou dispositif tombant sous l'application du présent règlement doit en faire la déclaration auprès du service des Finances de la Commune, dans les 8 jours du placement.

**ARTICLE 6** : L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 15 mars de l'année d'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**ARTICLE 7** : Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, la non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes ainsi enrôlées d'office seront majorées d'un montant égal à :

- 100 % du montant de l'imposition pour une 1ère taxation d'office ;
- 150 % du montant de l'imposition pour une 2ème taxation d'office ;
- 200 % du montant de l'imposition à partir de la 3ème taxation d'office.

Le montant de la majoration sera également enrôlé.

**ARTICLE 8** : Les rôles de taxes seront dressés et rendus exécutoires par le Collège communal.

**ARTICLE 9** : Le recouvrement de la taxe sera poursuivi conformément aux dispositions des articles L 3321-1 à L 3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales.

Les contribuables recevront sans frais, par les soins du Directeur financier, les avertissements-extraits mentionnant les sommes pour lesquelles ils sont portés au rôle.

**ARTICLE 10** : Le paiement devra s'effectuer dans les deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai précité, les sommes dues sont productives au profit de la Commune, pour la durée du retard, d'un intérêt qui est appliqué et calculé suivant les règles en vigueur pour les impôts de l'Etat.

Les frais de rappel à charge des contribuables seront les suivants : 10 € pour un envoi recommandé.

**ARTICLE 11** : Le redevable de la présente imposition peut introduire auprès du Collège communal, rue de l'Hôtel communal, 2 à 4460 Grâce-Hollogne, une réclamation faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les 6 mois à compter du 3ème jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation, telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc., les contribuables pourront en demander le redressement au Collège communal conformément aux dispositions de l'article 376 du Code des Impôts sur les Revenus.

**ARTICLE 12** : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**ARTICLE 13** : La présente délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et -2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

**PAR LE CONSEIL :**

**Le Secrétaire,  
S. NAPORA.**

**Le Président,  
M. MOTTARD.**

Pour extrait conforme délivré et transmis le 28 octobre 2019, pour dispositions :  
Service des Finances, Direction financière, Direction générale.

**PAR LE COLLEGE :**

**Le Directeur général,  
S. NAPORA.**



**Le Bourgmestre,  
M. MOTTARD.**

